

Séance publique du mercredi 20 juillet 2016

Convoqué le mercredi 13 juillet 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 20 juillet 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Henri de VERBIZIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

Création d'un service commun de direction des affaires juridiques et de la commande publique

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services, leur cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions (culture, communication, protocole...).

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est aujourd'hui proposé de créer un service commun de direction des affaires juridiques et de la commande publique.

Ces fonctions sont aujourd'hui assurées par des directions distinctes au sein de la ville de Montpellier et de la Montpellier Méditerranée Métropole. Néanmoins, leur objet, leur fonctionnement, leurs métiers sont proches tout autant que les enjeux auxquels elles doivent faire face.

Une mutualisation permettra de favoriser la recherche permanente de synergies et de transversalités entre les équipes.

En outre, du fait de leurs fonctions, ces directions participent étroitement à l'organisation administrative globale de la Ville et de la Métropole (circuits de décision, délégations, procédures...). Leur mutualisation permettra d'accentuer le processus d'harmonisation des administrations.

Enfin, dans le cadre de la mise en place de la Métropole, les autres communes membres ont manifesté parmi leurs besoins prioritaires de coopération de services l'ingénierie en matière juridique et de commande publique.

La mutualisation des directions de la Ville et de la Métropole est un préalable nécessaire pour pouvoir initier la mise en place de tels services.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1^{er} août 2016 et concernera le seul poste de directeur. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun de direction des affaires juridiques et de la commande publique sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50 % chacune.

Le Comité Technique a été saisi pour avis dans sa séance du 29 juin 2016 sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail.

La Métropole Montpellier Méditerranée a également saisi son Comité Technique et son assemblée délibérante, aux fins d'approuver et de signer ladite convention.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de création d'un service commun de direction des affaires juridiques et de la commande publique, et la fiche d'impact afférente ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention afférente entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, telle que présentée en annexe ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 21/07/2016